PROJET DE

CONTRE-PROPOSITION DE LA DELEGATION PORTUGAISE,
 PRESENTEE A LA SEANCE DE L'PRES-MIDI DU 30/5/74

Du ——— à ——— 1974 se sont réunis à Londres une délégation du Gouvernement portugaise et une délégation du Comité Exécutif de la Lutte du Parti Africain de l'indépendance de la Guinée-Bissau et des Iles du Cap Vert (P.A.I.G.C.). La délégation portugaise était constituée par ————— et celle du P.A.I.G.C. par —————.

Au cours de ces conversations les deux parties ont examiné les moyens susceptibles de conduire à une solution négociée du conflit.

L'ancien régime portugais, avec son attitude rétrograde, a été le seul responsable pour le conflit armé qui dure depuis onze ans.

La délégation portugaise prend acte du fait que le P.A.I.G.C. s'est toujours proclamé prêt à parvenir à une solution négociée du conflit.

La délégation du P.A.I.G.C. prend acte du fait proclamé par les nouvelles autorités portugaises du renoncement à la politique négative du régime colonial fasciste, pour suivre la voie de la décolonisation, et souligne que le P.A.I.G.C. a toujours lutté contre le dit régime et non contre le Peuple portugais.

Les deux parties ~~de~~ sont convenues que la décolonisation, en ce qui concerne la Guinée-Bissau et les Iles du Cap Vert, ainsi que les autres territoires de l'Outre-mer, ne peut être envisagée et réalisée que dans le cadre de l'application du principe du droit à l'autodétermination avec toutes ses possibles conséquences, y compris l'indépendance.

Les deux parties sont également convenues que, en ce qui concerne le cas spécial de la Guinée-Bissau, il est évident qu'une adhésion sincère à ce principe n'exclut pas, comme il est évident, la future reconnaissance par le Portugal de la République de Guinée-Bissau et que, sans mépris des sains principes démocratiques, on tienne en considération les positions prises au niveau de la Communauté Internationale. En ce qui concerne les Iles du Cap Vert sera pleinement appliqué le principe du droit à l'autodétermination avec toutes ses possibles conséquences.

Les points de vue exprimés par les deux délégations ayant laissé transparaître la possibilité du règlement définitif du conflit, les deux parties sont convenues de poursuivre les négociations. Afin de permettre que ces négociations se déroulent dans les meilleures conditions possibles, les deux parties sont convenues d'établir un cessez-le-feu qui constitue le premier élément d'un accord global pour la solution définitive du conflit.

L'accord du cessez-le-feu est l'objet de l'annexe numero 1 qui est joint à la présente ————— et qui est une partie intégrante du §
même.

Les deux parties soulignent que le cessez-le-feu n'est pas encore la paix et qu'il ne constitue d'aucune façon une fin en soi.